

L'Humanité : journal socialiste quotidien

Parti communiste français. Auteur du texte. L'Humanité : journal socialiste quotidien. 1921-03-18.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ABONNEMENTS

Table with 3 columns: Duration (1 AN, 6 MOIS, 3 MOIS), Price (Paris, Seine et Seine-et-Oise), and Price (Départements et Colonies, Étranger). Includes postal code 209-61.

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

ADRESSE PARIS (2^e) : 142, Rue Montmartre. ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS. TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-69. PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 143.

ILS SONT ACQUITTÉS!

Et les douze jurés protestent contre la détention préventive



Les accusés écoutant la lecture de l'arrêt de mise en liberté. (Photo Manual.)

Cinquantenaire

Il y a cinquante ans aujourd'hui même, Paris tomba entre les mains de la classe ouvrière ; elle conserva son pouvoir 72 jours.

Elle put le garder durant ces deux mois car elle était armée. Après le désastre de Sedan, on avait fait rentrer tous les adultes de la grande ville dans la garde nationale, et naturellement les ouvriers s'y trouvaient être la majorité.

Ils en profitèrent, le 31 octobre 1870, à l'appel des Blanquistes, pour tenter de prendre l'Hôtel de Ville ou était renfermé le gouvernement. Ils furent traités par quelques bataillons réactionnaires, et dès ce moment-là, Thiers, chef du gouvernement, décida de les désarmer.

Il tenta son mauvais coup le 18 mars au matin. Les ouvriers de la garde nationale résistèrent. Un régiment régulier se plaça de leur côté. Le soir, ils étaient victorieux, maîtres de Paris d'où Thiers s'enfuyait avec la bourgeoisie de la ville.

Quelle était la force de l'armée prolétarienne insurgée ?

Elle comptait près de 170.000 hommes et 6.500 officiers. Si elle avait été dirigée sur Versailles, si elle avait poursuivi Thiers et les réacteurs qui l'entouraient, elle pouvait devenir maîtresse du pays. Ses chefs commirent la faute de la confiner dans Paris et de permettre à la bourgeoisie de reconstituer jour à jour, avec l'aide de la Prusse, l'armée de l'ordre qui devait écraser deux mois après le mouvement des fédérés.

La victoire remportée le 18 mars par les prolétaires avait surpris, il faut le dire, ses bénéficiaires eux-mêmes. Honnêtes et héroïques, comme les troupes, les chefs du mouvement étaient certes disposés à la lutte contre la réaction politique, capitaliste et clérical. Ils en fournirent la preuve durant les deux mois qu'ils se maintinrent à l'Hôtel de Ville.

Ils supprimèrent l'armée permanente qu'ils remplacèrent par le peuple armé ; ils firent remise de leurs loyers aux travailleurs ; ils bannirent la religion de l'école et du pouvoir ; ils confièrent les usines aux associations ouvrières ; ils abolirent le travail de nuit des boulangers ; ils fermèrent les bureaux de placement privés. Ils soulevèrent au choix populaire toutes les places dans l'administration, la justice, l'enseignement ; ils nivelèrent les traitements ; les étrangers élus furent maintenus à la Commune « car son drapeau était celui de la République Universelle » ; ils brûlèrent la guillotine ; ils renversèrent la colonne Vendôme, symbole du chauvinisme et de la haine des peuples ; ils promirent aux paysans de les débarrasser de toutes leurs sangues bourgeoises.

Par là, la Commune a été le premier essai de la domination de la classe prolétarienne. Les révolutionnaires de l'heure présente s'inclinent avec le plus infini respect devant ce pouvoir ouvrier : la mort des 35.000 victimes par lesquelles Versailles écrasa leur

tentative de libération criera éternellement vengeance contre les bourreaux.

La Révolution russe, qui suit son cours en dépit des calomnies et des mensonges de la racaille internationale, a trouvé des exemples et des modèles dans le grand mouvement insurrectionnel de 71.

On commémorera, à Moscou comme à Paris, la date immortelle du 18 mars. Mais là-bas on a su profiter de l'expérience des fédérés ; l'on a su éviter les erreurs qui furent mortelles au mouvement communaliste.

Les Communistes avaient été surpris par leur succès. Ils hésitèrent entre la dictature et la démocratie ; ils furent cruellement punis de leur manque de hardiesse. Ils n'osèrent pas décréter le retour à la nation de la propriété, se saisir de la Banque de France, prendre toutes les mesures financières, économiques, militaires, indispensables contre Versailles. Le respect de la légalité bourgeoise, la confusion de leur programme, l'indécision de leur volonté, le manque de préparation de leurs militants, telles furent les causes de leur échec final.

Les révolutionnaires russes ont analysé d'un esprit réaliste et positif les causes de la grande défaite historique du prolétariat parisien. Ils se glorifient comme nous d'être les héritiers et les continuateurs des prolétaires de chez nous qui, les premiers dans l'histoire, s'emparèrent du gouvernement. Et leur succès fut assuré car ils eurent l'énergie, la ténacité et l'intelligence de mettre à profit la leçon d'un des meilleurs des héros de la Commune, Millière qui, au terme de la tragique expérience, fixa ainsi les règles de toute révolution :

« La Commune n'est pas une assemblée constituante ; elle est un conseil de guerre. « Elle ne doit avoir qu'un but, la victoire ; qu'une arme, la force ; qu'une loi, celle du salut public. »

Marcel GACHIN.

LA FIN D'UN COMLOT

Cronstadt prise par les Rouges

Riga, 17 mars. — Hanietzky, représentant de la Russie soviétique, reçoit à l'instant un télégramme de Moscou annonçant que les troupes rouges ont repris Cronstadt. — (Rosta).

COMMEMORATION DE LA COMMUNE

Ce soir, à 20 h. 30, à la salle Wagram

GRANDE CEREMONIE ARTISTIQUE

Voir détails en deuxième page

LE VŒU UNANIME DU JURY PARISIEN

Les membres du Jury de la Seine de la Session extraordinaire du 28 Février 1921 émettent le vœu que le Parlement reprenne le plus tôt possible la proposition de loi sur les garanties de la liberté individuelle déposée par Monsieur Georges Clemenceau le 16 Décembre 1914.

Acté par le Jury le 17 Mars 1921. Signatures: Ranvier, Brunel, Drioux, etc.

Par le fac-similé ci-dessus nos lecteurs pourront constater que pas une des signatures des douze jurés ne manque à la pétition que ces derniers ont présentée au président des assises pour qu'elle soit transmise au gouvernement. M. DRIOUX AYANT REFUSÉ DE LA PRENDRE EN CONSIDERATION, les jurés ont prié Henry Torrès de remplacer près de M. Briand le magistrat défaillant.

Le 18 Mars 1871

— Pan, pan ! — Qui est là ? — C'est un des trois amis qui savent ma cachette ; il est essouffé et pâle. — Qu'y a-t-il ? — Un régiment de ligne a passé au peuple ! — Alors, on se bat ? — L'un avait commandé le feu contre la foule. Ses soldats se sont mêlés aux fédérés, l'ont entraîné, et massacré : c'est un sergent en uniforme de fantassin qui a tiré le premier. L'autre, c'est Clément Thomas qui venait espionner, et qu'un acclan de juin a reconnu. Au mur aussi !... Leurs cadavres sont maintenant étendus, troués comme des écumoirs, dans un jardin de la rue des Rosiers, là-haut, à Montmartre.

— Où ? Comment ? — L'un avait commandé le feu contre la foule. Ses soldats se sont mêlés aux fédérés, l'ont entraîné, et massacré : c'est un sergent en uniforme de fantassin qui a tiré le premier. L'autre, c'est Clément Thomas qui venait espionner, et qu'un acclan de juin a reconnu. Au mur aussi !... Leurs cadavres sont maintenant étendus, troués comme des écumoirs, dans un jardin de la rue des Rosiers, là-haut, à Montmartre.

— Où ? Comment ? — L'un avait commandé le feu contre la foule. Ses soldats se sont mêlés aux fédérés, l'ont entraîné, et massacré : c'est un sergent en uniforme de fantassin qui a tiré le premier. L'autre, c'est Clément Thomas qui venait espionner, et qu'un acclan de juin a reconnu. Au mur aussi !... Leurs cadavres sont maintenant étendus, troués comme des écumoirs, dans un jardin de la rue des Rosiers, là-haut, à Montmartre.

— Où ? Comment ? — L'un avait commandé le feu contre la foule. Ses soldats se sont mêlés aux fédérés, l'ont entraîné, et massacré : c'est un sergent en uniforme de fantassin qui a tiré le premier. L'autre, c'est Clément Thomas qui venait espionner, et qu'un acclan de juin a reconnu. Au mur aussi !... Leurs cadavres sont maintenant étendus, troués comme des écumoirs, dans un jardin de la rue des Rosiers, là-haut, à Montmartre.

Mais un citoyen accourt : — La rue du Temple est occupée par Ranvier... Brunel a massé son bataillon rue de Rivoli... Ranvier et Brunel sont là ! J'y vais ! — Longez donc les murs ! En cas de décharge, il y a moins de danger. — Ma foi non ! s'il y a des mitrailleuses dans le préau et des mobiles bretons derrière les vitres, on les verra bien ! Et nous brisons, à quelques-uns, le cordon ; nous enlevons trois grains au chaquet des hésitants, d'autres grains nous suivent, quittent le fil et roulent avec nous.

Voici, en effet, Brunel en grande tenue, mais il est déjà sous la porte, avec ses hommes. Je cours à lui. Il m'explique la situation. — Nous sommes maîtres du terrain. Même s'ils se reforment sur quelque point que nous ne connaissions pas et s'ils nous attaquent, nous pourrions tenir assez longtemps pour que le Comité Central arrive avec du renfort... Ranvier est, en effet, à côté, ainsi qu'on vous l'a dit. On assure que Duval est descendu avec les gens du V^e et du XIII^e sur la Préfecture ; si ce n'est pas vrai, on doit lui intimenter l'ordre de se mettre en marche... Par exemple, il faut que la rue du Temple soit gardée sur le pied de guerre toute la nuit. J'ai été soldat, et je suis pour la discipline des émeutes contre celle des casernes... Allez donc trouver Ranvier, vous qui êtes son meilleur ami, et transmettez-lui, en camarade, ces observations. Moi, je ne puis guère, j'aurais l'air de vouloir jouer au commandant !

— Entendu ! Il est là, le pâle, faisant construire une barricade. — Eh bien ! ça y est ! Regarde. Une ligne noire de balonnets, toute une file d'hommes muets ! C'est l'armée de Duval, silencieuse comme l'armée d'Annibal ou de Napoléon, après la consigne donnée de passer inaperçue le Saint-Gothard ou les Alpes. Le peuple est sur ses gardes — la nuit est sûre.

Mais demain, au lever du soleil, il lui faudra un furieux coup de clairon. Et j'ai été réveiller un copain. — Le Cri du peuple va reparaitre !... Allez avertir Marcel, voyez pour le papier à l'imprimerie... Vite une plume, que je fasse mon premier article ! Et je me suis attablé.

Mais non ! je n'ai point écrit. Le sang bouillonnait trop fort dans mes veines ; la pensée brûlait les mots dans ma cervelle ; mes phrases me paraissaient ou trop déclamatoires ou indignes, dans leur simplicité, du grand drame sur lequel vient de se lever le rideau, qui a, comme un rideau de théâtre, deux trous — faits par les deux balles qui, paraît-il, ont frappé en plein front chacun des exécutés.

Jules VALLES. (L'Insurgé.)

L'abondance des matières nous oblige à publier en 3^e page des documents accablants qui établissent les liens existant entre la matinerie de Cronstadt et les agents contre-révolutionnaires russes au service de l'Entente.



Le premier peloton des libérés quittant la Conciergerie. (Photo Manual.)

L'acquiescement

Le verdict d'hier, par la volonté même des jurés, a pris une importance sans précédent.

D'abord, les jurés ont voulu achever le geste ébauché par les électeurs du deuxième secteur, ce geste que la pression officielle, la corruption et la fraude ont empêché ceux-ci d'accomplir tout à fait : ils ont donné une leçon au Bloc National, à cette insolente politique de réaction, dont le chef, dans l'ordre judiciaire et policier a été (et il s'en vante) le meneur même des royalistes, M. Léon Daudet.

Toujours, quand les périodes de violente répression ont approché de leur fin, on a vu s'unir les protestations du suffrage universel et celles du jury. Et lorsqu'ainsi celui-ci, en dépit de sa composition spéciale qui trop souvent le rend hostile à la classe ouvrière, se dresse contre le pouvoir, donne des leçons, lui qui représente malgré tout une partie du peuple, aux juges en robe rouge, le symptôme est grave pour les gouvernants.

Mais jamais, à ma connaissance, un jury n'a accompli, sous une forme aussi explicite et claire, un acte politique.

Les jurés, qui ont acquitté hier nos dix amis, ont pensé que leur réponse négative aux questions que leur posait une accusation basée sur la plus odieuse iniquité, ne suffisait pas ; ils ont estimé qu'en rendant à la liberté les hommes qu'un gouvernement sans scrupules et des juges sans conscience avaient maintenus près d'une année en prison, ils n'allaient pas au bout de leur devoir. Alors, eux, juges-citoyens, avant d'abandonner leur fonction, ont décidé d'adresser à ceux qui abusent du pouvoir judiciaire contre des innocents, des « remontrances » formelles.

En une déclaration, portant leur douze signatures, et que, par une dernière incongruité, M. Drioux a refusé de recevoir, les jurés ont protesté contre les détentions préventives prolongées et réclamé le vote de la proposition, déposée jadis par M. Clemenceau, pour la garantie des droits individuels.

Quel soufflet pour tous les juges à faux poids, tels que M. Joussetin ! Quel aveu de la part du gouvernement et de la majorité qui le soutient ! C'est, face à la réaction déclinante, qui, depuis tant de mois, accumule les actes d'arbitraire, d'illégalité, les coups de force, le rappel des principes sur lesquels ceux qui prétendent se réclamer de 1789 avaient juré de baser la société moderne.

Les violences de la dictature de la grande bourgeoisie blanche, c'est le jury petit bourgeois qui les dénonce et les flétrit ! Acte politique dont notre propagande saura tirer les conséquences.

Mais, aujourd'hui, nous ne pensons qu'aux victimes de cette dictature, aux camarades que le jury vient de libérer et que nous avons accueillis avec les larmes de la joie qui ne peut s'exprimer ; aux autres, à ceux que l'odieuse « Santé » garde encore derrière ses murailles, à mon frère, l'ami Amédée Dumois, à Ker

cet autre modèle d'honneur et de dévouement, à tous ceux qui, avec eux, sont accusés de « complots », aussi inexistant que celui qui s'effondre aujourd'hui, à Zaleswky, à Voiovitoh, à Frenckel, victimes de leurs opinions communistes, à nos chers camarades des Jeunesses.

Le jury, par son geste, a voulu les libérer aussi. Il a crié que les honnêtes gens en ont assez des machinations forgées par les policiers et les magistrats qui obéissent ouvertement aux royalistes.

C'est en son nom que nous demandons et exigeons l'abandon immédiat de toutes ces poursuites et la libération de tous nos amis !

Daniel RENOULT.

LES DERNIÈRES HEURES

La gorge étranglée, l'angoisse pesante, la misère de sourire, la peur de pleurer, l'attente, l'incertitude, la crainte, est-ce qu'on sait ? Il faut rester sur place, s'énerver à petits coups, prendre peu à peu conscience

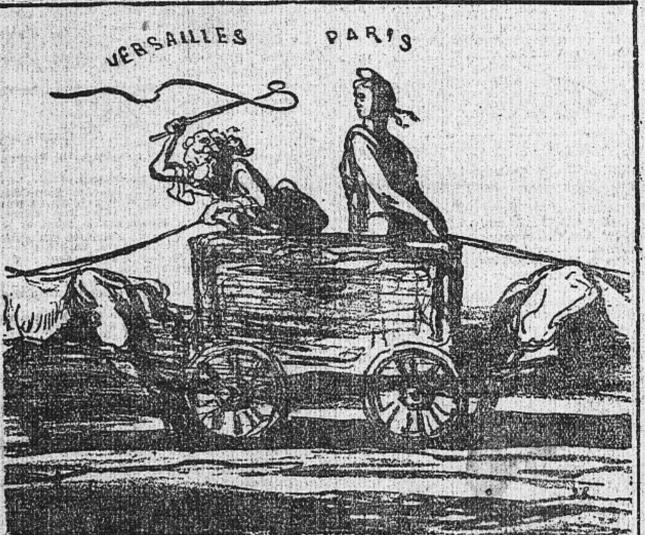


M^e OSCAR BLOCH

de ce qui pourra se passer, s'approprier au pire, au meilleur, ne plus trop savoir si la douleur possible de tout à l'heure sera plus forte que les nerfs, ou si la joie coulera bientôt comme une eau pure en nous-mêmes. Tous les spectacles dansent devant nous. Condamnés, et nous sentons bien qu'il sera difficile d'être forts, de tenir. Acquittés, et nous comprenons bien que nous céderons à notre radieux, à notre émouvant plaisir. Peut-être, dans l'un et l'autre cas, saurons-nous ne rien dire, ne rien faire. Peut-être resterons-nous comme maintenant, à nous regarder, à regarder longuement les douze hommes qui s'en vont pour délier.

Cette audience vient de finir avec une déconcertante rapidité. Oscar Bloch et M. Drioux ont combié, l'un d'une plaidoirie substantielle, l'autre de lectures de règlements ou de rejets de conclusions. Dans son cercueil de cristal, l'accusation baille par tous ses dogiers. Elle reste seule dans le prétoire, un peu perdue, ridicule.

Au bout d'un couloir, la petite salle des accusés est pleine dans ses deux boîtes. D'un côté, on mange et l'on boit, autour d'une longue table de bois blanc, maculée par



LE CHAR DE L'ÉTAT EN 1871. — (D'après une lithographie de DAUMIER)



UNE VUE DU PARC D'ARTILLERIE DE LA BUTTE MONTMARTRE (Photo prise la veille du 18 mars 1871).

NOUVELLES INTERNATIONALES DERNIERE HEURE

L'accord anglo-russe et la presse réactionnaire

QUE FERA LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ?

La presse française n'a pas jugé à propos de commenter longuement ou même d'apprécier en quelques mots l'accord anglo-russe, qui a été signé le 16 mars à Londres.

La presse britannique est très partagée. Celle de droite, après avoir aduré, de longs mois, M. Lloyd George de ne pas conclure le pacte avec Krassine, l'accuse maintenant d'avoir fait bénévolement le jeu du bolchevisme.

Cette campagne des feuilles impérialistes souligne le succès des Soviets. Si le texte rapporté de Moscou par Krassine a reçu la signature du Board of Trade et du Foreign Office, c'est que le Royaume-Uni avait un besoin urgent et des matières premières et du marché de la Russie.

Voilà le premier traité politique et économique conclu par les Soviets avec une grande puissance. D'autres viendront, de par l'enchaînement nécessaire et logique des choses.

Quelques extraits de journaux

Londres, 17 mars. — Presque tous les journaux commentent la signature de l'accord. Le Daily News, le Daily Express et le Daily Herald l'approuvent.

Le Morning Post écrit : C'est maintenant dans le Parlement seul que repose l'espoir de sauver le pays du déshonneur.

L'accord polono-russe
Varsovie, 17 mars. — (Officiel). — Les négociations de Riga sont terminées. Le traité sera signé par les délégations polonaise, russe et ukrainienne, le 18 courant, à 19 heures.

Un nouveau discours de M. Simons
Berlin, 17 mars. — A la commission de l'Economie publique, du Reichstag, le ministre de l'Economie publique, parlant des sanctions, a déclaré qu'elles manquaient d'une base légale.

LES REPARATIONS
Une note officielle allemande
Berlin, 17 mars. — Une note officielle complète les remarques publiées hier à Berlin au sujet du paiement des 20 milliards de marks or avant le 1er mai.

LES REPARATIONS Une note officielle allemande

Berlin, 17 mars. — Une note officielle complète les remarques publiées hier à Berlin au sujet du paiement des 20 milliards de marks or avant le 1er mai.

Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

La Bavière et l'Orgesch
Berlin, 17 mars. — La note sur le désarmement des gardes civiques, remise le 8 février au cabinet d'Empire par le gouvernement bavarois, vient d'être publiée intégralement.

Le projet de loi sur les importations allemandes
Voici les grandes lignes du projet de loi déposé par M. Doumer, ministre des finances sur le bureau de la Chambre, en vue d'établir une taxe sur les exportations de marchandises allemandes en France.

Les Autrichiens espèrent
Londres, 17 mars. — Le chancelier d'Autriche et les autres ministres, qui quittent Londres demain matin, en route pour Vienne, conféreront à Paris avec les autorités françaises.

Le plébiscite de Silésie
Berlin, 17 mars. — En raison du plébiscite de Haute-Silésie qui doit avoir lieu dimanche prochain, une conférence a eu lieu hier sous la présidence du Reich, entre les différentes autorités provinciales des territoires frontiers.

Une manifestation des Communistes de Vienne
Berlin, 16 mars. — Samedi, le parti communiste d'Autriche avait convoqué un meeting devant l'hôtel de ville de Vienne, pour dresser les travailleurs autrichiens contre le nouveau danger de guerre, engendré par l'occupation des ports Rhénans.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

UN DOCUMENT ACCABLANT Comment on fomenta la contre-révolution en Russie LES RELATIONS DE SAVINKOV AVEC LE MINISTERE DE LA GUERRE FRANÇAIS

Riga, 16 mars. — Un journal quotidien de Riga, le Noye Pout, publie une lettre secrète du Comité russe d'évacuation de Varsovie, signée de son président Savinkov, du vice-président Philosophov, de l'administrateur Smoldovskiy, adressée au ministre de la guerre français et datée du 25 janvier 1921, numéro 425.

La Russie des soviets, qui n'a pas cessé de représenter la Révolution prolétarienne, triompha de cette conspiration comme elle a triomphé de toutes les autres. — R. P.

La mutinerie de Cronstadt
Déclarations de Kazansky et de Trotsky
Pétrograd, 15 mars. — Kazansky, chef d'état-major d'une armée, a fait la déclaration suivante : « Beaucoup d'ouvriers s'étonnent de la lenteur des opérations contre les rebelles de Cronstadt. Ma réponse est très simple : Cette question ne peut pas être envisagée uniquement du point de vue stratégique, quoique le moral de nos troupes soit excellent. Nous faisons les opérations sans trop nous hâter, avec une lenteur voulue.

Les Fructueux Coups de Bourse
Londres, 16 mars. — (De notre correspondant particulier). — Je vous ai déjà signalé que derrière l'annonce de Cronstadt se cachait un coup de Bourse.

UNE CAMPAGNE OUTRE-MANCHE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES
Londres, 17 mars. — (Par téléphone de notre correspondant particulier). — Le parti communiste anglais commence une campagne en faveur de la libération des prisonniers politiques.

LA DEMISSION DE M. BONAR LAW
Londres, 17 mars. — A la Chambre des Communes M. Lloyd George a lu une lettre de M. Bonar Law, dans laquelle celui-ci donne sa démission de leader de la Chambre pour raison de santé.

Les provocations gouvernementales en Saxe
Berlin, 17 mars. — (De notre correspondant particulier). — Le président de la province de Saxe, Hoersing, socialiste majoritaire, a ordonné que toute la région industrielle de l'Allemagne centrale fut couverte de forts détachements de police.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

Comment on fomenta la contre-révolution en Russie
LES RELATIONS DE SAVINKOV AVEC LE MINISTERE DE LA GUERRE FRANÇAIS
Riga, 16 mars. — Un journal quotidien de Riga, le Noye Pout, publie une lettre secrète du Comité russe d'évacuation de Varsovie, signée de son président Savinkov, du vice-président Philosophov, de l'administrateur Smoldovskiy, adressée au ministre de la guerre français et datée du 25 janvier 1921, numéro 425.

La mutinerie de Cronstadt
Déclarations de Kazansky et de Trotsky
Pétrograd, 15 mars. — Kazansky, chef d'état-major d'une armée, a fait la déclaration suivante : « Beaucoup d'ouvriers s'étonnent de la lenteur des opérations contre les rebelles de Cronstadt. Ma réponse est très simple : Cette question ne peut pas être envisagée uniquement du point de vue stratégique, quoique le moral de nos troupes soit excellent. Nous faisons les opérations sans trop nous hâter, avec une lenteur voulue.

LES FRUCTUEUX COUPS DE BOURSE
Londres, 16 mars. — (De notre correspondant particulier). — Je vous ai déjà signalé que derrière l'annonce de Cronstadt se cachait un coup de Bourse.

UNE CAMPAGNE OUTRE-MANCHE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES
Londres, 17 mars. — (Par téléphone de notre correspondant particulier). — Le parti communiste anglais commence une campagne en faveur de la libération des prisonniers politiques.

LA DEMISSION DE M. BONAR LAW
Londres, 17 mars. — A la Chambre des Communes M. Lloyd George a lu une lettre de M. Bonar Law, dans laquelle celui-ci donne sa démission de leader de la Chambre pour raison de santé.

LES REPARATIONS
Une note officielle allemande
Berlin, 17 mars. — Une note officielle complète les remarques publiées hier à Berlin au sujet du paiement des 20 milliards de marks or avant le 1er mai.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

LES REPARATIONS (suite)
Le point de vue adopté dans la note de la commission des réparations en date du 15 mars (qui invite notamment l'Allemagne à verser 1 milliard de marks or avant le 23 mars), est inconciliable avec le nôtre.

LE TUNNEL Roman de Bernhard KELLERMANN Traduction de Cyril-Berger et Werner Klette SIXIEME PARTIE TUNNEL Cent mille hommes ! — suite — La partie américaine n'aurait plus de grandes difficultés. Le gouffre creusé par la catastrophe pouvait absorber les débris d'une double galerie de quatre-vingts kilomètres de longueur.

LES REPARATIONS
Une note officielle allemande
Berlin, 17 mars. — Une note officielle complète les remarques publiées hier à Berlin au sujet du paiement des 20 milliards de marks or avant le 1er mai.

vous préparez un déjeuner exquis avec le chocolat FELIX POTIN si vous vous servez de notre précieux appareil la "chocolette" que vous recevrez gratis en achetant ensemble ou séparément, à 2.500 de chocolat FELIX POTIN



